



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



**LE PARLEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre
des Députés

PRÉFACE DU PRÉSIDENT

Bienvenue à la Chambre des Députés!

« Je suis très heureux de vous faire découvrir la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg.

Au Luxembourg, la « Chambre des Députés » est le nom donné au Parlement monocaméral. C'est la constitution du 23 juin 1848 qui, sous le règne du Roi Grand-Duc Guillaume II, institue la Chambre des Députés, qui sera le premier Parlement du Grand-Duché.

Le Parlement est un lieu central de notre démocratie. Ses membres – les députés – sont élus directement par le peuple, si bien que la Chambre des Députés est le seul organe constitutionnel qui trouve sa légitimité dans son élection par le peuple. Son rôle et ses pouvoirs n'ont cessé d'évoluer au cours des décennies. En effet, la démocratie n'est pas une évidence ; les droits et pouvoirs que nous considérons aujourd'hui souvent comme « acquis » ne le sont pas et ne le seront jamais.

Depuis 1860, c'est le bâtiment actuel qui accueille le siège de la Chambre des Députés.





CHAMBRE DES DÉPUTÉS

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

De plus, le Parlement a, au fil du temps, acquis ou loué plusieurs bâtiments accueillant tant les agents administratifs que les députés et les collaborateurs politiques.

Toujours soucieuse de suivre l'évolution des technologies et médias nouveaux, la Chambre des Députés compte aujourd'hui parmi les Parlements les plus modernes d'Europe.

Que fait-on exactement au Parlement ? Comment la Chambre des Députés fonctionne-t-elle ? Comment les lois sont-elles votées ? C'est à ces questions et à bien d'autres encore que les textes et illustrations qui suivent apportent une réponse.

De plus, si vous voulez vivre « en direct » le déroulement du travail politique, l'adoption de lois essentielles ou les débats sur les problèmes politiques, économiques et sociaux du pays, n'hésitez pas à assister à une séance publique et à suivre les débats depuis la tribune du public de la salle plénière. En outre, vous pouvez suivre les débats et l'actualité parlementaire sur notre site Web www.chd.lu ou notre chaîne de télévision « Chamber TV » ou en consultant le compte rendu.

Le Parlement est toujours à l'écoute des citoyens de notre pays en s'efforçant d'apporter des réponses à leurs questions et problèmes. Dans ce contexte, le dialogue avec la population est indispensable.

Toutefois, la Chambre des Députés est non seulement un lieu central de la politique. En effet, il s'agit également d'un bâtiment historique témoignant d'une riche histoire et d'événements multiples. J'espère que la présente brochure vous permettra de vous faire une idée plus précise de l'organe suprême de notre démocratie.





CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

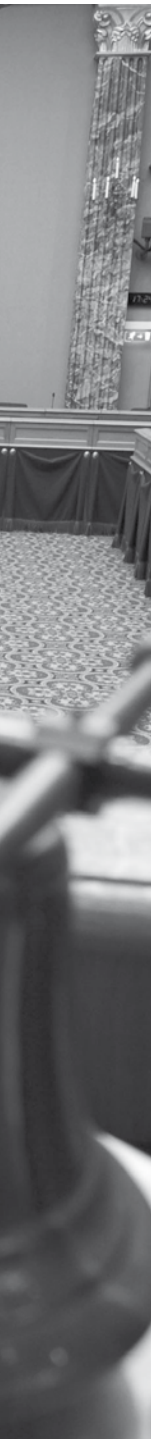
LE PARLEMENTARISME AU LUXEMBOURG

L'histoire de la Chambre des Députés commence en 1848. Avant cette date, il existait bel et bien une autre assemblée parlementaire au Grand-Duché - l'Assemblée des États qui s'est réunie pour la première fois en 1841, soit 2 ans après l'établissement de la Constitution du Luxembourg en tant qu'État indépendant et souverain - mais celle-ci ne disposait toutefois que de compétences extrêmement limitées. Ne siégeant que 15 jours par an environ, elle n'avait en réalité d'aucun véritable pouvoir décisionnel. Son rôle se limitait à donner son avis sur les projets de loi du Grand-Duc.

Toutefois, cédant à la pression révolutionnaire qui fit suite aux troubles de 1848, le Roi Grand-Duc Guillaume II approuvait cette même année une importante modification constitutionnelle dont le Parlement est sorti renforcé. Désormais les membres de la toute nouvelle Chambre des Députés avaient la possibilité de présenter des propositions de loi; ce droit d'initiative législative conférait un rôle décisionnel actif à un Parlement qui, jusqu'alors, n'avait qu'une fonction purement consultative.

En 1856, le Roi Grand-Duc Guillaume III essaie - avec succès - de limiter à nouveau le pouvoir du Parlement: la Chambre des Députés redevient alors une Assemblée des États, consacrant le pouvoir du monarque sous des apparences démocratiques.

Ce retour en arrière dura 12 ans, jusqu'en 1868. A la suite d'une nouvelle modification constitutionnelle, le Parlement - devenant



définitivement la Chambre des Députés - s'est vu attribuer des pouvoirs plus étendus.

Il faut cependant attendre l'année 1919 pour que l'on puisse vraiment parler de représentation démocratique du peuple luxembourgeois: en effet, le suffrage censitaire masculin en vigueur jusque-là était exclusivement réservé aux citoyens payant un impôt déterminé (le cens), excluant ainsi de facto la majeure partie de la population de toute participation à la vie politique.

En 1868, le cens s'élevait à 30 francs. Or, au Luxembourg, seuls 3 851 hommes payaient ce montant relativement élevé pour l'époque. Si bien que 4,1 % de la population seulement avaient le droit de vote. En 1893, le cens est ramené à 15 francs, entraînant par voie de conséquence une augmentation sensible du nombre d'électeurs: ils étaient 13.394 (soit 13,9 % de la population établie au Luxembourg) à cette date. En 1902, une nouvelle baisse du cens à 10 francs fit encore monter le nombre d'électeurs à 18.466 hommes, soit 17,9 % de la population.

Ce n'est que l'introduction - en 1919 - du suffrage universel ouvert aux hommes et aux femmes qui confère à la Chambre des Députés une véritable légitimité démocratique.

En octobre 1919, le nombre d'électeurs s'élève, pour l'ensemble du pays, à 126.194 citoyennes et citoyens âgés de plus de 21 ans; l'âge requis pour se présenter aux élections était à l'époque de 25 ans pour tous les citoyens. Si, à l'échelle européenne, la population luxembourgeoise masculine dut attendre relativement longtemps avant de se voir accorder le suffrage universel, le Luxembourg fut néanmoins l'un des premiers pays européens à accorder le droit de vote aux femmes.

Actuellement, l'âge minimum - tant pour le droit de vote que pour le droit d'éligibilité - est de 18 ans.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Au moment des élections législatives du 20 octobre 2013, 239.668 Luxembourgeoises et Luxembourgeois avaient le droit de vote.

Cependant, l'introduction du suffrage universel n'est pas le seul changement apparu en 1919, qui reste une année-clef dans l'histoire du parlementarisme luxembourgeois. En effet, deux autres changements décisifs ont marqué cette année:

- le scrutin à la proportionnelle permet le triomphe des partis politiques sur les états qui font désormais partie du passé
- l'indemnité versée pour l'exercice d'une activité politique permet également aux membres des classes sociales inférieures de s'engager pour le bien commun.







CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LE SYSTÈME ÉLECTORAL

La Chambre des Députés se compose de 60 membres, élus en principe tous les 5 ans au scrutin secret. Le vote est obligatoire.

Lors des élections législatives, le pays est divisé en 4 circonscriptions électorales. Le nombre de députés de chaque circonscription, déterminé initialement au prorata de la population respective, est, depuis 1988, fixé de la manière suivante:

- Circonscription Sud: 23 députés
- Circonscription Centre: 21 députés
- Circonscription Nord: 9 députés
- Circonscription Est: 7 députés

Le nombre de candidats figurant sur les listes présentées par les partis dans les différentes circonscriptions ne doit pas dépasser le nombre de mandats à pourvoir dans chaque circonscription. L'électeur dispose d'un nombre de voix égal au nombre de mandats à pourvoir dans sa circonscription. Il peut attribuer ses suffrages aux candidats d'une ou plusieurs listes, avec au maximum 2 suffrages par candidat. ■









CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

L'HÔTEL DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Jusqu'en 1860, l'Assemblée des États ou la Chambre des Députés se réunissait à l'Hôtel du Gouvernement, ancien Hôtel de Ville et actuel Palais grand-ducal.

Pendant la révolution, le siège du Gouvernement et du Parlement fut temporairement transféré, fin avril 1848, à l'école primaire d'Ettelbruck. Après le retour à la capitale, la Chambre des Députés siégea dans un premier temps dans le nouvel Hôtel de Ville, place Guillaume.

C'est en 1860 que le bâtiment actuel devient le siège du Parlement. Les plans, qui remontent à 1857, ont été établis par l'ingénieur en génie civil Antoine Hartmann. Sur le terrain adjacent au Palais grand-ducal se dressait, jusqu'en 1779, l'ancienne église Saint-Nicolas dont les origines remontent au XII^e siècle.

Le même terrain accueillit par la suite les maisons Wirtgen, Baustert, Hernandez et Heynen, démolies en 1858 pour faire place au nouvel Hôtel de la Chambre.

Depuis 1860, la Chambre des Députés ne dut quitter l'Hôtel de la Chambre des Députés (situé rue du Marché-aux-Herbes) qu'à deux reprises:

- de 1940 à 1944, lorsque, à la suite de la dissolution du Parlement luxembourgeois par l'occupant allemand, l'Hôtel de la Chambre accueillit la « Außenstelle des Gaupropaganda-Amtes » (le bureau de l'office de propagande du Gau - province)







CHAMBRE DES DÉPUTÉS

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- de 1997 à 1999, à l'occasion de travaux d'extension, de transformation et de rénovation.

La remise en état du bâtiment situé rue du Marché-aux-Herbes mit un terme à 2 décennies de réflexions sur un éventuel transfert du siège du Parlement. Vu l'exiguïté des lieux, on avait en effet envisagé une nouvelle construction ou le déménagement vers un autre bâtiment. La possibilité d'une extension de l'Hôtel de la Chambre en direction du Palais grand-ducal, ainsi que la décision de transférer les bureaux de l'Administration parlementaire, situés jusque-là à l'Hôtel de la Chambre, dans d'autres bâtiments avoisinants, ont fini par convaincre les députés de ne pas abandonner leur lieu de travail traditionnel.

Aujourd'hui, l'Hôtel de la Chambre des Députés offre des conditions de travail quasiment optimales. L'équipement technique de la salle plénière compte parmi les plus modernes d'Europe. Chaque député dispose, à sa place, d'un ordinateur donnant accès, entre autres, à des documents parlementaires et à son courrier électronique. La salle plénière est en outre équipée de 6 caméras fixes télécommandées, permettant la retransmission télévisée (Chamber TV) ou sur Internet (www.chd.lu) des débats parlementaires. ■





CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LE TRAVAIL PARLEMENTAIRE

A l'instar des Parlements d'un grand nombre de démocraties parlementaires, la Chambre des Députés dispose de 3 compétences principales:

- l'adoption des lois (travail législatif)
- le contrôle du Gouvernement
- la contribution à la prise de position politique.

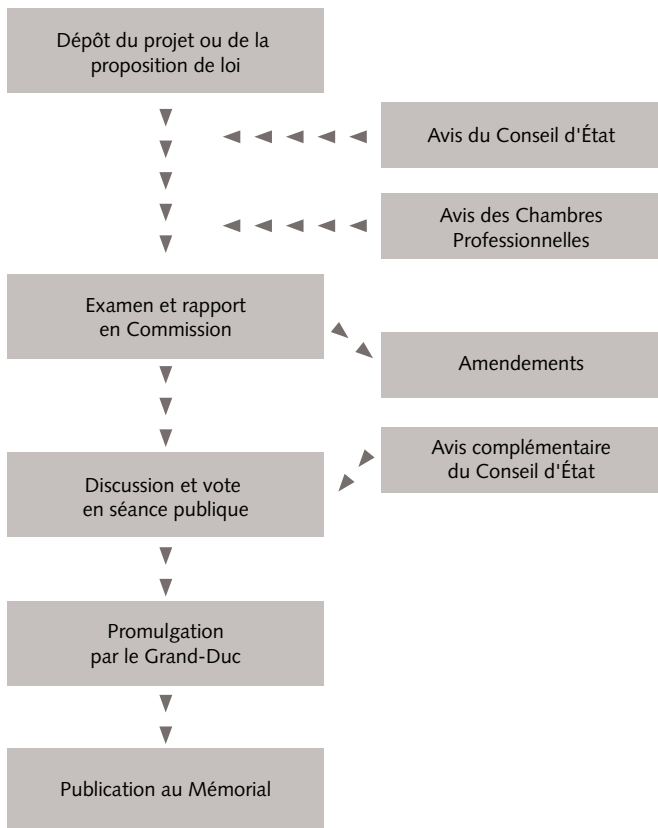
La procédure législative

La Chambre des Députés dispose du droit d'initiative législative. Lorsque l'initiative émane du Parlement, on parle de « proposition de loi ». Lorsqu'elle émane du Grand-Duc ou du Gouvernement, il s'agit d'un « projet de loi ».

Une fois déposé(e), chaque proposition ou projet est d'abord renvoyé(e) à la commission parlementaire compétente où il / elle fait l'objet d'un débat approfondi aboutissant, le cas échéant, à des modifications (amendements). Au terme de ses délibérations, la commission rédige un rapport contenant un compte rendu et les conclusions des délibérations.

Parallèlement aux délibérations en commission, le Conseil d'État est saisi pour avis du projet ou de la proposition de loi déposé(e). Cette institution, dont les membres ne sont pas élus mais nommés par le Grand-Duc, a pour mission principale de vérifier la conformité des nouvelles dispositions à la Constitution, aux conventions et traités internationaux, ainsi qu'aux principes généraux du droit. Les conclusions de cet examen figurent dans un avis écrit du Conseil d'État, qui doit avoir été rendu avant le vote des députés. Dans certains domaines, l'avis des chambres professionnelles compétentes est également requis.

La procédure législative





CHAMBRE DES DÉPUTÉS

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Même s'il exprime des réserves fondamentales, le Conseil d'État ne peut bloquer une loi. Tout au plus peut-il retarder son adoption de 3 mois en exigeant du Parlement de procéder au second vote constitutionnel.

Une fois les délibérations en commission terminées, le projet ou la proposition de loi peut être mis(e) à l'ordre du jour d'une séance plénière. Date, heure et durée des débats sont fixées par la Conférence des Présidents, c'est-à-dire la conférence des présidents des groupes politiques siégeant sous la présidence du Président de la Chambre.

Tous les débats commencent par le rapport oral de la commission parlementaire. L'exposé du rapporteur désigné par la commission est suivi du débat proprement dit, qui se termine généralement par une intervention du membre compétent du Gouvernement. Le texte est ensuite soumis au vote.

Pour pouvoir entrer en vigueur en tant que loi, le projet / la proposition de loi doit, après adoption par le Parlement, être signé(e) par le Grand-Duc et publié(e) au Journal officiel (le « Mémorial »).

Le Grand-Duc a en outre le droit de convoquer en séance extraordinaire la Chambre des Députés et il peut dissoudre le Parlement, à condition qu'il soit procédé à des élections dans les 3 mois à dater de la dissolution. ■









CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LE CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT

La Constitution donne à la Chambre des Députés différentes possibilités d'influencer la politique du Gouvernement et de contrôler le travail du pouvoir exécutif.

C'est ainsi que les députés ont à tout moment le droit de demander des explications ou des comptes au Gouvernement ou à certains de ses membres. A cet effet, le règlement intérieur de la Chambre des Députés prévoit différents types de questions orales ou écrites.

Mais ce sont les débats budgétaires annuels qui constituent le moyen de contrôle le plus efficace dont dispose le Parlement. Le rejet du projet de budget paralyserait en effet le Gouvernement. De plus, aucune adaptation de la législation fiscale ne peut se faire sans l'accord de la Chambre. Depuis 1999, une commission parlementaire spécialement créée à cet effet surveille l'exécution du budget, c'est-à-dire l'application de la politique des dépenses publiques. ■





CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LA PRISE DE POSITION POLITIQUE

Régulièrement, la Chambre des Députés examine des questions fondamentales avant de proposer des mesures législatives concrètes. Ces débats de fond, qui servent à la prise de position politique, peuvent être organisés soit à l'initiative du Parlement lui-même (débat d'orientation), soit à la demande du Gouvernement (débat de consultation). Ces débats de fond aboutissent souvent à l'adoption d'une motion, considérée par le Parlement comme un ensemble de revendications concernant l'action gouvernementale future dans les domaines en question.

Les séances et leur préparation

Les séances hebdomadaires du Parlement commencent en principe le mardi après-midi, à 14h30. Le mercredi et le jeudi, la Chambre se réunit à 14h00. Toutefois, il arrive également que les députés se réunissent le mercredi et le jeudi dès 9h et, en cas d'urgence, le lundi ou le vendredi. Si les séances plénières ou publiques de la Chambre des Députés constituent la partie la plus visible du travail parlementaire, elles sont toutefois loin d'être la partie la plus importante de ce travail dont la majeure partie se déroule en commissions parlementaires. C'est en effet là que sont préparés les débats et que sont examinés de manière approfondie et, le cas échéant, modifiés les projets et les propositions de loi.

La session ordinaire commence et se termine chaque 2^e mardi d'octobre, date prévue par le Règlement de la Chambre, par le Grand-Duc ou par une personne mandatée à cet effet, de la nouvelle session après la clôture officielle de la session précédente. En général, c'est le Premier Ministre qui assure cette mission au nom du Grand-Duc. ■







CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Outre ses fonctions législatives, de contrôle et de prise de position au niveau national, la Chambre des Députés luxembourgeoise doit assumer un certain nombre de fonctions au niveau international. C'est ainsi que le Parlement entretient des relations régulières au niveau international:

- par l'accueil de visiteurs étrangers: membres de parlements, représentants de gouvernements, ambassadeurs, représentants d'organisations internationales importantes
- par des visites à des parlements étrangers
- par la présence d'une partie de ses membres dans différentes institutions parlementaires internationales:
 - Union interparlementaire (UIP)
 - Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)
 - Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (APOSCE)
 - Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
 - Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (ApUpM)
 - Conseil interparlementaire consultatif du Benelux
 - Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)
 - Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)
 - Délégation parlementaire pour le contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PESD)
 - Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'UE







CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

L'ORGANISATION INTERNE

Au début de chaque session, les députés désignent en leur sein un Président qui a pour fonctions de représenter la Chambre, de maintenir l'ordre dans l'assemblée, de faire observer le règlement, de juger de la recevabilité des textes, motions et autres propositions, d'accorder la parole, d'annoncer le résultat des votes et de prononcer les décisions de la Chambre.

Le Bureau de la Chambre des Députés - qui se compose du Président, de 3 Vice-Présidents, d'un nombre maximal de 7 membres et du secrétaire général (membre sans droit de vote) - représente la Chambre au niveau national et sur la scène internationale, et règle les questions d'ordre financier et organisationnel concernant les députés, le Parlement, son administration et ses organes.

L'Administration parlementaire assure le bon déroulement du travail parlementaire. Les activités de l'administration comprennent l'impression et la distribution des documents, études et documentations parlementaires, le secrétariat des commissions, l'organisation des séances publiques, la rédaction et la publication des comptes rendus des séances, les relations publiques, la gestion financière et la comptabilité, le service d'ordre, l'entretien, le service du personnel, etc.

Le personnel de l'Administration parlementaire est tenu à la stricte neutralité politique. Outre les services de l'administration, un député peut également faire appel aux services de collaborateurs ou d'experts qui se trouvent à sa disposition personnelle ou à la disposition de son groupe politique. Le statut de « groupe politique » est reconnu aux partis représentés par au moins 5 députés. ■





CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

L'INFORMATION

Le Parlement est une institution ouverte. Au nom des citoyennes et des citoyens, il prend des décisions obligatoires pour tous, ce qui donne à la population le droit d'être adéquatement informée sur les activités du Parlement.

La Chambre des Députés fait appel à différents médias pour répondre à son devoir d'information:

- régulièrement, un compte rendu des séances publiques contenant le texte intégral de tous les débats, un résumé des nouvelles lois, les questions au gouvernement et les réponses de ce dernier, ainsi que d'autres informations concernant la Chambre, est distribué gratuitement à la population, sous la forme de supplément aux quotidiens du pays
- la chaîne de télévision du Parlement, « Chamber TV », qui a vu le jour en décembre 2001, assure la transmission intégrale et en direct de toutes les séances publiques, et propose un résumé hebdomadaire de la semaine parlementaire avec reportages, interviews et débats (« Chamber Aktuell »)
- le site Internet de la Chambre des Députés (www.chd.lu) propose une multitude d'informations sur les activités du Parlement et donne accès aux principaux documents parlementaires. Le Parlement est aussi présent sur Facebook et Twitter
- des informations supplémentaires figurent dans le rapport d'activité du Parlement, ainsi que dans divers ouvrages et brochures qui sont consacrés à son organisation et à son histoire.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Bureau

Conférence des Présidents

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Commission de Contrôle parlementaire du Service de
Renseignement de l'État

Commission des Pétitions

Commission du Règlement

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes,
de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Commission des Affaires intérieures

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture,
du Développement rural et de la Protection des
consommateurs

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Commission de la Culture

Commission du Développement durable

Commission de l'Économie

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance
et de la Jeunesse

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche,
des Media, des Communications et de l'Espace

Commission de l'Environnement

Commission de la Famille et de l'Intégration

Commission des Finances et du Budget

Commission de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

Commission de la Force publique

Commission des Institutions et de la Révision
constitutionnelle

Commission juridique

Commission du Logement

Commission de la Santé, de l'Égalité des chances
et des Sports

Commission du Travail, de l'Emploi
et de la Sécurité sociale



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Editeur: Chambre des Députés

Réalisation: Service des Relations publiques de la Chambre des Députés

Conception: **brain&more** - Agence en communication, Luxembourg

Impression: Imprimerie Centrale, Luxembourg

Date de la première édition: Octobre 2005



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

ISBN: 978-99959-639-0-3